

La logique de la guerre - Michael Heinrich

Memphis Krickeberg

L'intervention en Irak fut avant tout une frappe préventive contre les rivaux géopolitiques potentiels des États-Unis. Ainsi, au XXI^e siècle, l'État national demeure un acteur politique de premier plan.

Le régime de Saddam Hussein s'est finalement effondré plus rapidement que ne le prédisaient certains. Mais il semble peu probable que débute effectivement pour la population irakienne l'ère de « liberté et de prospérité » promise par George W. Bush. En outre, la fin effective de la guerre semble incertaine. Les menaces américaines contre l'Iran et la Syrie se multiplient. La question des véritables enjeux qui déterminent la politique extérieure américaine au Moyen-Orient reste d'actualité.

Déterminer les causes concrètes de la guerre n'est en rien évident. Adoptant la perspective de l'« Empire » développée par Michael Hardt et Antonio Negri, Thomas Atzert et Jost Müller (Subtropen, n°24) critiquent une conception « instrumentaliste » qui considère la guerre comme un simple instrument politique. La « guerre génératrice d'ordre » servirait bien d'avantage à la légitimation de la politique. Dans l'Empire, la guerre serait une « opération de police ». Le discours de légitimation du gouvernement américain présentant les guerres comme des opérations visant à abattre des « États voyous » est donc essentiellement repris.

La variante portée par Robert Kurz n'est pas plus satisfaisante sur le plan analytique. Il existerait un « impérialisme collectif idéal » sous la direction des États-Unis. Les conflits avec les pays s'opposant à la guerre, la France, l'Allemagne et la Russie, n'auraient aucune importance. L'ennemi commun seraient les « spectres de la crise du système mondial unifié ». Le capitalisme, comme d'habitude chez Kurz, tenterait vainement d'échapper à son propre effondrement. Même une victoire en Irak ne pourrait « qu'aiguïser la crise d'ensemble du système mondial » en raison de l'inexorable « pulsion de mort du capital ».

Alors que ni Kurz ni Atzert et Müller ne s'engagent dans une analyse concrète, les explications élaborées par les théories de l'impérialisme proposent une surabondance de concrétion. La politique extérieure américaine serait principalement motivée par la volonté des compagnies pétrolières d'engranger de larges profits en accédant directement aux sources du pétrole irakien. Une autre variante voit dans la baisse des

prix du pétrole visant à alléger l'économie américaine l'objectif principal. Toutes ces explications peuvent être critiquées sur la base d'autres types de calculs tenant compte par exemple des investissements nécessaires pour l'exploitation des gisements pétrolifères irakiens ou bien des coûts de la guerre et de l'occupation. Il apparaît alors que cette intervention militaire ne s'avère en rien profitable du point de vue d'un simple calcul coûts/ bénéfiques.

Pour palier une argumentation en termes immédiatement économiques, d'autres modes d'explication invoquent la nécessité pour les États-Unis de maintenir en dernière instance leur domination mondiale. La notion de « domination mondiale » reste cependant vague. Les États-Unis sont d'ores et déjà l'État le plus puissant sans qu'ils aient besoin pour cela de gouverner directement chaque recoin de la planète. La victoire sur Saddam n'apporte ainsi pas de transformation fondamentale. La guerre est en même temps vue comme quelque chose d'irrationnel. Selon Joachim Hirsch, les États-Unis se comporteraient comme un « comme un géant frappant autour de lui dans sa chute ». De même, pour la majorité du mouvement anti-guerre, la politique des États-Unis apparaît comme l'expression de la volonté de puissance irrationnelle d'une clique de possédés alors que les opposants à la guerre, l'Allemagne et la France, constitueraient des parangons de rationalité, de civilité et de pacifisme.

Les théories de l'impérialisme voient l'État comme une agence agissant en fonction des intérêts économique des fractions capitalistes dominantes. Cette analyse semble particulièrement plausible dans le cas de l'administration Bush étant donné que beaucoup de ses membres proviennent des industries pétrolières et de défense soit celles qui profitent le plus de la guerre en Irak. Cela ne prouve toutefois en rien que la guerre aurait été effectivement menée pour maximiser les profits de ces deux industries.

Le rôle de l'État bourgeois pour le capital ne réside pas dans la promotion d'intérêts capitalistes individuels mais dans la sécurisation des conditions générales de l'accumulation capitaliste. L'État veille par ailleurs à produire un consensus autour des mesures nécessaires à cette sécurisation et à les légitimer. Un gouvernement ne poursuit pas ces fins en raison de la corruption de ses membres par le capital mais parce qu'un capitalisme prospère constitue la base économique de l'État bourgeois. C'est seulement à cette condition que l'État peut se financer à travers les impôts, limiter les dépenses sociales et disposer d'une marge de manœuvre.

La sécurisation des conditions de l'accumulation capitaliste s'effectue aussi à l'extérieur, en tant que poursuite de l'« intérêt national » dans le cadre de la concurrence inter-étatique. Étant donné l'ampleur de l'accroissement du commerce mondial, de l'imbrication internationale des capitaux et de l'internationalisation des marchés financiers, les conditions de l'action étatique se modifient. Des transformations décisives ont eu lieu sur ce plan dans les trente dernières années. La coopération et le conflit se déroulent maintenant à une multitude de niveaux, de sorte que des États qui coopèrent à un niveau peuvent se trouver en conflit aigu à un autre. Cependant, il est

totale­ment erroné d'affirmer que les États nationaux ne joueraient plus de rôle. Hier comme aujourd'hui, il n'existe qu'une poignée d'États occupant une position significative sur le plan de la politique mondiale.

La rivalité inter-étatique ne porte pas tant sur l'appropriation directe des richesses mais bien d'avantage sur la détermination des conditions et des règles de cette appropriation : différents types de régimes de commerce et de circulation des capitaux, modalités d'accès aux ressources, réglementations encadrant le droit de propriété, fonctionnement du système monétaire international etc. L'imposition de ces règles et l'accès à une position permettant de déterminer celles-ci nécessite souvent des interventions étatiques dont la logique ne peut être directement saisie dans les termes d'un calcul coûts/bénéfices.

Le mode de production capitaliste contemporain consomme énormément d'énergie et le pétrole demeure la source énergétique principale. Le gouvernement de Bush n'entend rien changer à cette situation, en atteste la sortie des États-Unis du processus de Kyoto et le rapport Cheney qui favorise le pétrole comme source d'énergie fondamentale. Les États-Unis devront ainsi importer dans les prochaines décennies beaucoup plus de pétrole que jusqu'à présent. Les principaux gisements de pétrole non exploités se trouvent au Moyen-Orient. Des trois grands États pétroliers de la région, l'Iran, l'Irak et l'Arabie Saoudite, seul le dernier demeure l'allié des États-Unis et la relation avec la monarchie saoudienne s'était dégradée bien avant le 11 septembre. La réorganisation de la région est un objet de débat au sein de la classe politique américaine depuis bien des années. À cet égard, la guerre en Irak a aussi été menée pour le pétrole. L'enjeu consiste cependant à caractériser correctement le contexte au sein duquel le pétrole a constitué un motif d'intervention.

La fin du monde bipolaire de la guerre froide a laissé les États-Unis au rang d'unique super-puissance tout en libérant les contradictions d'un monde multipolaire. La poursuite de « l'intérêt national », surtout celui des États européens, n'était plus contrainte par le corset de la guerre froide. Certes, aucun État ne peut aujourd'hui rivaliser avec la puissance économique, politique et surtout militaire des États-Unis. Cependant, de la tentative de surmonter la situation instable des années 1990 a émergé une constellation de rivaux potentiels qui pourraient remettre en question sur le long terme la position dominante des États-Unis.

La Russie et la Chine ont plus ou moins surmonté la tourmente post-socialiste. Les deux pays se caractérisent par des formes de développement capitaliste dirigé par l'État qui, surtout en Chine, ont conduit à un énorme boom économique. Cette voie de développement impliquant d'intenses besoins d'énergie, les deux puissances ont montré au cours des dernières années un intérêt renforcé pour les ressources énergétiques d'Asie centrale et du Moyen-Orient.

Des changements fondamentaux ont aussi eu lieu dans l'Union Européenne. Ici ce n'est pas tant l'élargissement géographique que l'intégration économique accrue via le marché commun et l'introduction de l'Euro qui a joué un rôle clef. Certes, l'Euro

occupe toujours une position secondaire dans le commerce mondial et en tant que monnaie de réserve des banques centrales. Mais pour la première fois depuis 1945, il existe une devise en mesure de concurrencer le dollar dans sa fonction de monnaie mondiale. Dans la mesure où les décisions des acteurs capitalistes sont avant tout déterminées par leurs attentes, l'Euro représente pour le dollar une menace bien plus importante que ne le laissent supposer les statistiques.

Le capitalisme américain contemporain ne peut pas renoncer au dollar en tant que monnaie mondiale. En raison de leur balance commerciale et de leur déficit intérieur, les États-Unis ont un énorme besoin de crédits. La circulation journalière des capitaux nécessaires au financement des États-Unis repose en grande partie sur le rôle du dollar en tant que monnaie mondiale. Les États-Unis peuvent s'endetter dans leur propre devise ce que facilite leur capacité de remboursement et leur garantit la confiance de leurs créanciers.

Le rôle de monnaie mondiale du dollar n'est pas seulement garanti par la puissance économique des États-Unis mais aussi par leur hégémonie politique et militaire. Les coûts de cette hégémonie ne se laissent presque pas couvrir autrement que par un énorme déficit étatique. Le financement de l'hégémonie américaine repose sur le dollar en tant que monnaie mondiale et ce rôle de monnaie mondiale est précisément garanti par la position hégémonique des États-Unis. L'hégémonie politique et militaire ne peuvent pas simplement être abandonnées dans la mesure où cela mettrait en péril le mode de production américain reposant sur une exploitation extensive des ressources ainsi que le niveau de consommation fondé sur l'endettement.

Pour imposer leur hégémonie, les États-Unis ont deux options fondamentales : le « multilatéralisme », reposant sur la coopération, la prise en compte des intérêts des puissances rivales et des accords contraignant aussi l'hégémon américain, ou l'« unilatéralisme » consistant à largement ignorer les intérêts des autres. La première option implique moins de conflits et de risques mais ne permet pas d'imposer autant que la seconde.

Bush Senior a suivi la première option lors de sa guerre en Irak en 1991, Bush Junior, la seconde. Cet unilatéralisme n'est en rien aussi irrationnel que ne le pensent beaucoup d'Européens. En ce moment, l'asymétrie du rapport de force entre les États-Unis et le reste du monde est si importante que l'unilatéralisme permet réellement aux États-Unis de redéfinir les règles du jeu et d'empêcher ainsi que de potentiels concurrents se transforment en menaces effectives.

La disposition à la guerre préventive exprimée dans la nouvelle doctrine de sécurité américaine répond bien à une logique de pouvoir rationnelle. Si l'hégémon désire rester hégémon, il ne peut se permettre d'attendre que ses rivaux soient en mesure d'attaquer sa position. À cet égard, la guerre en Irak, au même titre que celle en Afghanistan, est en partie une guerre menée en vue de réorganiser la région. Elle constitue aussi une guerre préventive contre les rivaux potentiels que sont la Chine, la Russie et les zones de l'UE sous domination française et allemande. À ces États, les

États-Unis conteste toute capacité d'influence autonome sur la ré-organisation du Moyen-Orient et de l'Asie centrale, régions politiquement et socialement hautement instables.

Le motif de la coalition anti-guerre ne fut pas l'humanité, l'attachement à la paix dans le monde ou encore les milliards investis en Irak mais la menace grandissante d'une perte d'influence. La même logique de pouvoir qui a fait naître l'unilatéralisme américain sous-tend aussi l'orientation « multilatérale » de la France et de l'Allemagne tellement louée par le mouvement anti-guerre. Compte tenu du rapport de force contemporain, se ranger sous la bannière du multilatéralisme constitue la meilleure façon de défendre ses « intérêts nationaux ».

La politique unilatérale des États-Unis ne laisse que deux possibilités à ses concurrents : se soumettre dans l'espoir que cette docilité sera récompensée un jour, ou bien renforcer sa propre position. Le Royaume-Uni, principal allié des États-Unis, suit avec succès la première voie. Les plus petits États européens, en se rangeant du côté des États-Unis, misent sur la constitution d'un contre-poids à la domination franco-allemande dans l'Union Européenne.

La France et l'Allemagne optent pour la seconde option. Ils cherchent à consolider leur propre position en appelant au développement d'une politique étrangère et sécuritaire européenne et à la création de forces de projection capables d'intervenir partout dans le monde. Le souhait d'une pareille armée, étant donné le retard militaire sur les États-Unis, constitue un projet long et coûteux dont la capacité de réalisation est incertaine.

Enfin, le large mouvement pacifiste et l'opposition à la guerre de nombreux États européens ont conduit à la formation d'un embryon de nationalisme européen opposant l'Europe pacifique et civile aux États-Unis, puissance belliciste méprisant le droit international. L'idée selon laquelle l'Europe pacifique requiert une armée forte à des fins « civiles » n'est alors plus très loin. Le mouvement anti-guerre pourrait ainsi se transformer en appui d'une puissance militaire européenne intervenant partout dans le monde.

Il semblerait que la coalition anti-guerre ait perdu la première manche face aux États-Unis. Dans un futur proche, la tendance à la coopération devrait de nouveau se renforcer. Mais cela ne change rien au fait que l'hégémon et les puissances émergentes aient des intérêts fondamentalement antagonistes. Ces contradictions et les conflits qui en résultent ne se laissent pas saisir comme des actions de police de « l'Empire » ni comme des phénomènes de déclin de « l'impérialisme collectif idéal ». Ils constituent bien plus la forme que prennent les processus (géo)politiques dans un capitalisme de concurrence multipolaire.

Paru initialement dans *Jungle World* 17, 23/04/2003, consultable ici : <https://jungle.world/artikel/2003/17/die-logik-des-krieges>

Traduit de l'allemand par Memphis Krickeberg.